

**TAXE D’APPRENTISSAGE 2022**

**FORMULAIRE DE PREMIERE DEMANDE D’HABILITATION**

**A retourner au service instructeur (selon la tutelle pédagogique et/ou le champ de compétences)**

Cf. liste des référents apprentissage en dernière page (Annexe 1).

***Date limite de dépôt des dossiers :* mercredi 17 novembre 2021**

## Données signalétiques de l’établissement/organisme

1. **Etablissement/organisme**

Intitulé complet :

SIGLE :

Adresse complète :

Code postal et commune :

N° téléphone :

Courriel :

Nom du Directeur (Directrice) :

Ministère ou autorité de tutelle :

Activités principales :

Adresse administrative (*si différente du siège social)* :

Code postal et commune :

N° téléphone :

Courriel :

SIRET :

Préciser si l’établissement (regroupant éventuellement plusieurs composantes**1)** est ouvert :

- au titre de la formation continue (6ème partie Livre III du Code du Travail) OUI [ ]  NON [ ]

- au titre de la formation initiale (secondaire et/ou supérieure) OUI [ ]  NON [ ]

et s’il assure des formations relevant à titre principal d’une certification :

[ ] de l’Education Nationale [ ] de l’Enseignement Supérieur

[ ] de la Santé [ ] de l’Agriculture

[ ]  d’une autre certification (*à préciser*) : ………………………….

Numéro UAI (Unité Administrative Immatriculée) :

*⭢ Si pas de numéro UAI, merci de cocher la case* [ ]

1. **Organisme gestionnaire de l’établissement**

Intitulé de l’organisme gestionnaire de l’établissement :

Adresse de l’organisme gestionnaire :

Code postal et commune :

N° téléphone :

Courriel :

Nom du Président(e) et du Directeur (trice) :

SIRET de l’organisme gestionnaire de l’établissement :

**1*Si la demande est formulée au titre de plusieurs composantes, il conviendra d’indiquer ci-après le Code UAI de chacune d’elles : composante 1 composante 2* ………………………**

**PROCEDURE (à lire attentivement)**

Le solde du produit de la taxe d'apprentissage due est destiné à des dépenses libératoires effectuées par l'employeur en application de l'article L. 6241-4 du Code du Travail. Les entreprises s’acquittent du solde de la taxe d’apprentissage soit au titre du 1° ou 2° de ce même article ; les listes régionales d’habilitation concernent le 1°.

Les organismes/établissements peuvent être habilités à percevoir le solde de la taxe d’apprentissage soit au titre :

1. *Des formations technologiques et professionnelles qui conduisent à un diplôme ou à un titre professionnel enregistré au registre national des certifications professionnelles (RNCP), dispensées à temps complet et en continue*.

Les jeunes accueillis doivent être en formation initiale sous statut scolaire ou universitaire.

**ATTENTION la formation continue (y compris le contrat de professionnalisation) n’est donc pas éligible.**

🢡 Ces organismes figurent dans les catégories de 1° au 6° de l’article L.6241-5 du code du travail (page 5).

1. *De l’insertion professionnelle*

Ces organismes/établissements figurent dans les catégories de 7° au 12° (sauf le 11°) de l’article L.6241-5 du code du travail (page 5).

🢡 Il s’agit d’organismes ou d’établissements expressément nommés comme les Ecoles de la Deuxième Chance, les Ecoles de Production et/ou des organismes/établissements qui exercent des missions spécifiques (lutte contre le décrochage, accompagnement de personnes en situation d’handicap, SEGPA, ESAT…).

1. *Du Service Public Régional de l’Orientation*

Une liste spécifique élaborée par le Président du Conseil Régional est prévue pour les organismes exerçant une mission d’orientation. Il s’agit de la catégorie 11° de l’article L.6241-5 (page 5).

**ATTENTION Une inscription de votre établissement/organisme sur la liste nationale exclut une habilitation sur les listes régionales.**

🢡 Avant de formaliser votre demande d’habilitation, merci de bien vouloir vérifier votre éligibilité

en lisant attentivement le document en pages 3 et 4.





**🡇 Au regard de ces éléments, merci de désigner ci-après la catégorie dans laquelle s’inscrit 🡇**

**votre demande en cochant la case principale et selon le cas les sous-catégories.**

L'article L6241-5 du Code du travail :

[ ]  **1**. Les établissements publics d'enseignement du second degré ;

[ ]  **2**. Les établissements d'enseignement privés du second degré gérés par des organismes à but non

lucratif et qui remplissent l'une des conditions suivantes :

a) Etre lié à l'Etat par l'un des contrats d'association mentionnés à l'article [L. 442-5 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006525009&dateTexte=&categorieLien=cid) ou à l'article [L. 813-1 du code rural et de la pêche maritime](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071367&idArticle=LEGIARTI000006586155&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

b) Etre habilité à recevoir des boursiers nationaux conformément aux procédures prévues à l'article [L. 531-4 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006525133&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

c) Etre reconnu conformément à la procédure prévue à l'article [L. 443-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006525035&dateTexte=&categorieLien=cid) du même code.

[ ]  **3**. Les établissements publics d'enseignement supérieur ou leurs groupements agissant pour leur compte ;

[ ]  **4**. Les établissements gérés par une chambre consulaire et les établissements d'enseignement supérieur consulaire mentionnés à l'article [L. 711-17 du code de commerce](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000005634379&idArticle=LEGIARTI000029930380&dateTexte=&categorieLien=cid)

[ ]  **5**. Les établissements privés relevant de l'enseignement supérieur gérés par des organismes à but non lucratif ou leurs groupements agissant pour leur compte ;

[ ]  **6**. Les établissements publics ou privés dispensant des formations conduisant aux diplômes professionnels délivrés par les ministères chargés de la santé, des affaires sociales, de la jeunesse et des sports ;

[ ]  **7**. Les écoles de la deuxième chance, mentionnées à l'article [L. 214-14 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006524594&dateTexte=&categorieLien=cid), les centres de formation gérés et administrés par l'établissement public d'insertion de la défense, mentionnés à l'article [L. 130-1 du code du service national](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071335&idArticle=LEGIARTI000006556000&dateTexte=&categorieLien=cid), et les établissements à but non lucratif concourant, par des actions de formation professionnelle, à offrir aux jeunes sans qualification une nouvelle chance d'accès à la qualification ;

[ ] 7a : Ecole de la deuxième chance

[ ] 7b : les centres de formation gérés et administrés par l’établissement public d’insertion de la défense

[ ] 7c : Les établissements concourant à offrir aux jeunes une nouvelle chance d’accès à la qualification

[ ]  **8**. Les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation, mentionnés au 2° du I de l'article [L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074069&idArticle=LEGIARTI000006797382&dateTexte=&categorieLien=cid) ainsi que les établissements délivrant l'enseignement adapté prévu au premier alinéa de l'article [L. 332-4 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006524813&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

[ ] 8a : Les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation ;

[ ] 8b : les établissements délivrant l'enseignement adapté prévu au premier alinéa de l'article [L. 332-4 du code de l'éducation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071191&idArticle=LEGIARTI000006524813&dateTexte=&categorieLien=cid)

[ ]  **9**. Les établissements ou services mentionnés au 5° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

[ ]  **10**. Les établissements ou services à caractère expérimental accueillant des jeunes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation, mentionnés au 12° du I du même article L. 312-1 ;

[ ]  **11**. Les organismes participant au service public de l'orientation tout au long de la vie, dont la liste est établie par décision du président du conseil régional (conformément au décret n°2019-1491 du 27 septembre 2019) ;

[ ]  **12**. Les écoles de production mentionnées à l'article L. 443-6 du code de l'éducation.

🡇 **Selon la catégorie pour laquelle vous demandez une d’habilitation, 🡇**

**merci de renseigner les tableaux ci-dessous**

**Tableau 1 : à renseigner par les établissements/organismes qui demandent une habilitation**

**au titre des formations (catégories du 1° au 6° de l’article L.6241-5).**

**🢡 Ce tableau est à multiplier autant de fois que nécessaire.**

|  |
| --- |
| ***Formations proposées pour 2021 / 2022****(une fiche par formation)* |
| **Intitulé de la formation** |  |
| **Diplôme préparé** |  |
| **Code RNCP***(répertoire national de la certification professionnelle)* |  |
| **Enseignements technologiques ou professionnels dispensés** |  |
| **Niveau initial requis** |  |
| **Niveau préparé** |  |
| **Durée totale de la formation** |  |
| **Effectif accueilli à la rentrée 2021/2022 dans ces différents statuts :*****-*** *statut scolaire**- statut étudiant* |  |
| ***Observations :*** |

 **Tableau 2 : à renseigner par les établissements/organismes qui demandent une habilitation au**

 **titre de l’insertion professionnelle ou du Service Public Régional de l’Orientation**

**(catégories du 7° au 12° de l’article L.6241-5).**

**🢡 Ce tableau est à multiplier autant de fois que nécessaire.**

|  |
| --- |
| ***Action proposée pour 2021 / 2022****(une fiche par action)* |
| **Intitulé de l’action** |  |
| **Descriptif de l’action***(la description peut être accompagnée de supports (flyers, lien vers site internet…))* |  |
| **Objectif visé** |  |
| **Typologie des bénéficiaires***(préciser le statut, l’âge…)* |  |
| **Effectif accueilli en 2021** **et prévu en 2022***(à détailler par typologie)* |  |
| **Pilotage de l’action** |  |
| **Partenaires** |  |
| **Budget** |  |
| ***Observations :*** |

*Pour les établissement/organismes postulant au titre du Service Public Régional de l’Orientation, il convient de retourner le formulaire au Conseil Régional du Grand Est*.



🢡 Pour le remplissage du dossier, en cas de besoin, vous pouvez vous rapprocher du référent régional mentionné figurant en Annexe 1 (selon la tutelle pédagogique et/ou le champ de compétences).

**Annexe 1**

**LISTE DES REFERENTS GRAND EST « SOLDE TAXE D’APPRENTISSAGE »**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nathalie GENYVéronique MAUSSION | Conseil Régional | nathalie.geny@grandest.frveronique.maussion@grandest.fr | 03.87.33.60.4003.87.33.62.30 |
| Lucie SCHRICKEElise ROLAND | DREETS***ex-DIRECCTE*** | ge.developpement-emploi@dreets.gouv.fr | 03.69.20.97.5003.83.30.89.72 |
| Christine AUGIER | DRAJES (Jeunesse et Sport) /DREETS (Cohésion Sociale)***ex-DRDJSCS*** | christine.augier@ac-strasbourg.fr  | 03.88.76.77.34 |
| Marie-Laurence PRESISylvie KLECK | Rectorat Strasbourg | ce.daet-apprentissage@ac-strasbourg.fr | 03.90.23.53.6503.67.18.15.95 |
| Florent FLAMION | Rectorat Nancy-Metz | florent.flamion@ac-nancy-metz.fr | 06.59.67.78.10 |
| Dominique DELPUECH | Rectorat Reims | dominique.delpuech@ac-reims.fr | 06.16.08.39.50 |
| Anne STEYDLI | UNISTRAUniversité de Strasbourg | asteydli@unistra.fr | 03.68.85.61.59 |
| Sabrina GRIMAZ | UHAUniversité Haute Alsace | sabrina.grimaz@uha.fr | 03.89.33.65.92 |
| Annick GORKA | ULUniversité de Lorraine | annick.gorka@univ-lorraine.fr | 03.72.74.03.96 |
| Valérie BLANCHARD | URCAUniversité Reims CA | valerie.blanchard@univ-reims.fr | 06.18.90.19.98 |
| Fabrice SAVARYStéphane GUILLIN | DRAAF | fabrice.savary@agriculture.gouv.frstephane.guillin@agriculture.gouv.fr | 06.07.75.57.1906.25.93.74.05 |
| Lyviane BALIGAND Cécile SCHABER | ARS | lyviane.baligand@ars.sante.fr cecile.schaber@ars.sante.fr | 03.88.76.82.4803.88.76.79.69 |
| Claire ANTONY | DRAC | claire.antony@culture.gouv.fr | 03.88.15.57.17 |
| Sandrine SCHOTT-CARRIERE | SGARE | sandrine.schott-carriere@grand-est.gouv.fr | 03.88.21.60.1907.70.27.74.61 |